

Tribune de Nathalie Arthaud :

Sans-abri, SDF, logement, le scandale de la pauvreté

300 000 personnes sans domicile, le double d'il y a dix ans. C'est le bilan accablant de la fondation Abbé Pierre.

Devenir SDF peut concerner n'importe quel travailleur. Après un licenciement, une séparation ou un accident de la vie. Et nombre de Sdf sont des travailleurs mal payés dans l'incapacité de payer un loyer et pour qui la voiture devient un toit. Dans la rue c'est mission impossible pour manger, boire, prévoir où dormir en sécurité, se laver, nettoyer ses vêtements, se soigner... 587 sans-abri en sont mortes en 2020.

Des travailleurs migrants qui, dans leur pays, subissaient la guerre ou la pauvreté se retrouvent souvent à la rue. Ils sont chassés de leurs logements de fortune et les bénévoles qui distribuent des vivres sont à leur tour chassés des centres villes comme à Calais.

Cette incapacité à loger dignement la population laborieuse dans un des pays les plus riches du monde fait partie des signes les plus révoltants de la barbarie de notre société, société qui choisit à côté d'investir 7 milliards d'euros pour construire un village olympique.

Il n'y a quasiment pas de logements locatifs à bon marché, 2,2 millions de ménages en attendent un. La production de logements sociaux n'a jamais été aussi basse. Les prix ont augmenté de 154 % en 20 ans. Le résultat c'est qu'en France quatre millions de personnes sont privées de logement ou sont mal logées et 12,1 millions sont touchées à des degrés divers par la crise du logement. Basculer vers la rue peut donc aller très vite.

Non seulement les pouvoirs publics laissent la situation se dégrader, mais ils sont responsables de la montée de la misère. En facilitant les licenciements, en refusant d'embaucher dans les services publics, en diminuant les allocations chômage, l'État pousse des milliers de travailleurs vers la pauvreté, dont le mal-logement n'est que la partie la plus visible. Et comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement a réformé l'APL en réalisant 4 milliards d'économies par an sur les ménages.

Alors oui, il faudrait en urgence que toutes les communes puissent héberger les sans-abris. On n'avance pas, parce que tous ceux qui se hissent au pouvoir sont trop respectueux des intérêts des propriétaires, des promoteurs et des spéculateurs de l'immobilier ! Parce que, pour eux, la loi du marché et de la propriété privée est supérieure au droit d'avoir un toit sur sa tête !

La loi qui permet de réquisitionner les logements vides existe déjà. Il faut l'appliquer, tout de suite, et réquisitionner des appartements ou des bureaux appartenant à des grands groupes qui spéculent sur l'immobilier et les transformer en logements sociaux.

Il faut que l'État investisse pour construire des structures d'accueil. Il est urgent aussi qu'il construise les logements indispensables en embauchant lui-même le personnel nécessaire, sans passer par les capitalistes du bâtiment. Il pourrait ainsi les louer à prix coûtant et garantir des loyers accessibles aux classes populaires.